

Depuis des années, cette phrase sert de justification à toutes les contre-réformes, à toutes les attaques contre les salariés, et à la baisse des droits collectifs.

Le projet de budget BAYROU ne déroge pas à cette règle. Et pourtant, quand on regarde les chiffres, une toute autre réalité apparaît...

Quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes

- **Les recettes fiscales de la France (montant perçu en impôt):**

De 714,9 milliards d'euros en 1999, elles sont passées à 1 510 milliards en 2024

- **Dividendes versés par les entreprises du CAC 40 :**

50 milliards en 2016 → 100 milliards en 2024.

- **Aides publiques aux entreprises :**

En 2023, l'État a versé 211 milliards d'euros aux entreprises.

Dont 85 milliards d'exonérations de cotisations sociales (contre 34 milliards en 2017).

- **Richesse des plus fortunés :**

En 1996, la France comptait 16 milliardaires. En 2025, ils sont 145.

La fortune des 500 français les plus riches est passée de 80 milliards à 1 128 milliards d'euros. → x14 en moins de 30 ans !

Augmentation du nombre de millionnaires, depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 :

→ de 2 millions à 2,9 millions en 2025.

- **Niveau de pauvreté :**

En parallèle, 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en 2024, soit +650 000 en un an.

- **Le Budget de la Défense :**

→ 32 milliards en 2017 → 50 milliards en 2025 → 68 milliards prévus en 2030

Emmanuel Macron envisage même un objectif de 5 % du PIB, soit plus de 100 milliards d'euros par an !



Alors, vraiment... “il n'y a pas d'argent” ?

À la lumière de ces chiffres, la France n'a jamais eu autant de richesses.

Le vrai sujet, c'est celui de la répartition.

Et à la MACIF ?

Nous aussi, nous voyons bien que les salaires n'évoluent pas au rythme des résultats et du développement de l'entreprise.

Nous voulons vivre dignement !

Les salaires doivent augmenter ! Le budget BAYROU doit être retiré !

Dès septembre, soyons prêts à nous mobiliser !

Pensez à vous inscrire à la newsletter

Mathieu Cornillaud : 0672444863 / m.cornillaud@fomacif.fr

Blandine Chedemail : 0616546885 / b.chedemail@fomacif.fr

Jean Luc Guerin : 0777859694 / jl.guerin@fomacif.fr



Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général
01.40.52.86.01

Monsieur François BAYROU
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Paris, le 25 juillet 2025

Monsieur le Premier Ministre,

Je tiens, par la présente, à vous informer officiellement que la Confédération générale du travail - Force Ouvrière appelle les salariés et travailleurs du privé et du public à la mobilisation et à la grève contre les mesures budgétaires annoncées le 15 juillet dernier.

Ce préavis de grève débute le 1er septembre jusqu'au 30 novembre 2025.

Toutes les organisations syndicales sont unanimes sur le refus des politiques d'austérité qui font payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les demandeurs d'emploi ou encore les retraités.

Force ouvrière dénonce des mesures brutales, injustes et inefficaces, en particulier la suppression de deux jours fériés, la remise en cause de la 5e semaine de congés payés, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales, la poursuite du gel des rémunérations dans la fonction publique, des coupes dans les services publics et la reprise des suppressions de poste, la désindexation des pensions de retraite, le doublement des franchises médicales, ...

Or, face à l'enjeu des déficits publics, il existe des solutions qui intègrent une contribution sur les plus hauts revenus ou les entreprises, ou encore la conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

Ce courrier vaut préavis de grève pour les secteurs où la législation l'y oblige.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma très haute considération.

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général

